

Paru le lundi 29 septembre dans [sudouest.com](http://sudouest.com)

**OLORON.** 1000 personnes ont marché hier en ville. Des graffitis accusateurs dans les vallées

## L'ours et la patte des taggers

: Patrice Sanchez

Organisée par le fonds d'intervention éco-pastoral, la Sepanso et le Pays de l'ours, la marche organisée, hier, à Oloron, en faveur de la réintroduction du fauve, a mobilisé un gros millier de personnes. Aux côtés des dizaines d'associations représentées, on trouvait aussi familles et enfants anonymes. Tous portés par la même volonté de défendre la vie sauvage dans les Pyrénées. Tous profondément choqués par la mort de Cannelle, tuée par un chasseur le 1er novembre au dessus d'Urδος.

Ces dernières semaines, les défenseurs de l'environnement avaient activé leurs réseaux et engagé une vaste campagne de communication à travers le pays. Les affiches en couleurs ne manquaient pas non plus dans le département. « On ne s'attendaient pas à être aussi nombreux ».

Les premiers marcheurs étaient déjà présents vers midi. Rendez-vous avait été donné place des Oustalot, face à l'Institution patrimoniale. Un symbole. Puis le cortège a pris la direction de la sous-préfecture (lire aussi le cahier général, page 1-8) où a été remise une motion au représentant de l'Etat, Claude Gobin. Un objectif : demander au président de la République et au gouvernement d'agir pour que l'ours puisse vivre en paix dans les Pyrénées.

Avec cette démonstration de force, la pression des protecteurs de la nature ne se relâche pas. D'autant que l'arbitrage de la question de la réintroduction se rapproche. Celui-ci débutera le 8 décembre. Hier, il en a été question dans les discours. Les gens n'ont pas manqué non plus d'évoquer « l'action commando » qui s'est déroulée en Ossau et en Aspe, dans la nuit de vendredi à samedi. Des graffitis d'empreintes d'ours ont été peints non seulement sur des panneaux de signalisation mais aussi sur le bâtiment d'accueil du parc animalier de Borce, sur les façades des mairies de Bielle ou de Lourdios ou encore du côté de la sous-préfecture d'Oloron. Même s'il est encore trop tôt pour l'évaluer, le coût du nettoyage sera élevé ! Les gendarmes ont ouvert une enquête.

**Des graffitis partout.** Quoi qu'il en soit, à Borce, le maire René Rose a décidé de porter plainte. Samedi matin, à la lecture des inscriptions « Lassalle m'a tuer » ou « Rose complice », il a failli s'étrangler : « Sur la commune, c'est la troisième fois depuis 1992 qu'un établissement public est touché de la sorte », dit-il. « Le Conseil municipal de Borce ne mérite pas cela. La population non plus ». René Rose dénonce un « méfait odieux » et ces « lâches qui veulent une vallée cimetièrre ». A ses yeux, il s'agit « d'actes indignes, plein de haine et d'intolérance qui ne feront pas revivre Cannelle ». Hier encore, on pouvait lire sur les murs de la mairie de Lourdios, le fief du député-maire Jean Lassalle « Vive les ours vivants » ou « Chasseurs gros c... » et d'autres inscriptions peu amènes pour



**Graffitis.** Des inscriptions symbolisées par l'empreinte de l'ours et des graffitis réprobateurs quant à la gestion de l'Institution patrimoniale du Haut-Béarn ont fleuri partout en vallées d'Aspe et Ossau.



**Motivés.** Démonstration de force pour les défenseurs de la cause de l'ours, qui ont défilé hier à Oloron  
PHOTO JEAN-LOUIS DUZERT

le président de l'Institution patrimoniale. Ce dernier préfère, de son côté, ne pas saisir la justice. « Il faut bien que quelqu'un cesse l'escalade », commente le parlementaire. « Il existe bien d'autres moyens pour s'exprimer même si ce débat déborde de passions. Je comprends la légitime émotion des gens sincères, les plus nombreux, mais il y a une bonne dose de manipulation dans cette affaire. Sous couvert de protéger l'ours, on tente aujourd'hui de rendre impossible sa gestion par les gens du pays. C'est justement parce que nous représentons beaucoup à l'IPHB qu'on nous attaque beaucoup. J'y vois plutôt un signe rassurant de bonne santé ».

Hier, Gérard Caussimont, président du FIEP en tête de la marche pour l'ours, condamnait lui aussi la méthode employée dans les vallées : « Ce n'est pas comme cela qu'on défend des idées. L'IPHB est attaquée. C'est une structure dans laquelle nous siégeons. Et à ce titre, nous demandons que le contrat signé entre nous soit respecté ». Le feuilleton continue.